

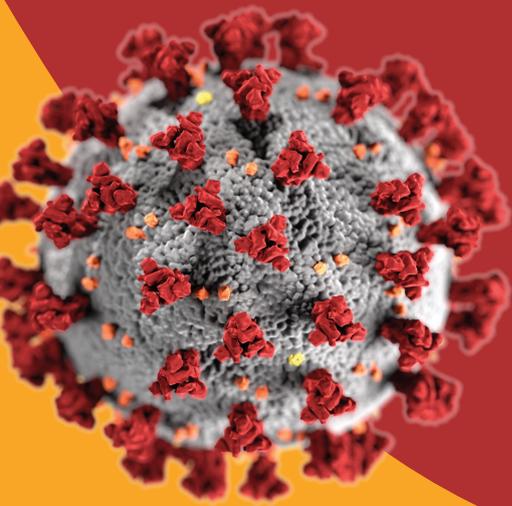
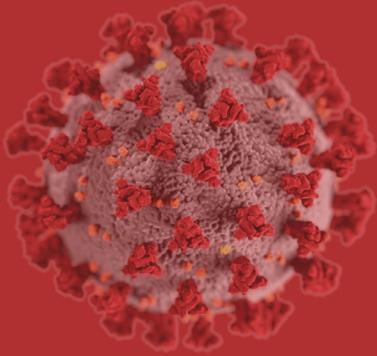


THE AFRICAN CAPACITY  
BUILDING FOUNDATION

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT  
DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

# BULLETIN SPÉCIAL COVID-19





# CONTENU

- 3 • Édito: Nous sommes tous dans le même bateau

---

- 4 • La coordination est la clé de la victoire sur la COVID-19

---

- 5 • La Banque islamique de développement et la BADEA continuent d'appuyer l'ACBF

---

- 6 • L'Afrique pourrait avoir à remettre en question l'architecture financière et commerciale mondiale - Point de vue du Président

---

- 7 • L'Afrique doit améliorer ses systèmes de prestations des soins de santé

---

- 6 • Le rôle de l'ACBF dans l'expansion de la numérisation en Afrique

---

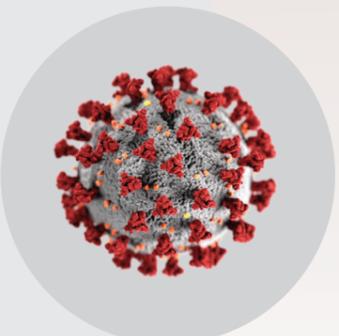
- 8 • Extraits des propos de nos partenaires

---

- 9 • Centre de la connaissance



**Africa Capable of Achieving its Own Development**  
**L'Afrique capable d'assurer son propre développement**



# ÉDITO

De notre secrétaire exécutif



## NOUS SOMMES TOUS DANS LE MÊME BATEAU



La pandémie de la COVID-19 fait toujours des ravages en Afrique et oblige les gouvernements africains à réfléchir et à s'inquiéter de la capacité de leurs systèmes et structures de santé - dont beaucoup sont faibles - pour relever les défis posés par la pandémie.

Il s'agit d'un très sérieux défi pour le continent, dans la mesure où il a un impact direct sur les activités économiques et les capacités de production, à travers l'inflation et la dette. Jusqu'à présent, nous avons constaté des perturbations dans les échanges commerciaux et les chaînes de valeur et une forte baisse des prix et les exportations des matières premières. C'est donc l'occasion d'intensifier les efforts de diversification et la transformation des économies africaines pour en renforcer la résilience.

On constate aussi une réduction des flux financiers en termes d'investissements et de transferts de fonds des diasporas. L'aide étrangère et le tourisme ont été durement touchés en raison des restrictions de voyage et le confinement mis en place par les différents gouvernements pour freiner la propagation du Coronavirus.

L'ACBF a été directement touchée par ces mesures et se trouve dans l'incapacité de

fonctionner à plein régime. Cette situation affecte ses capacités à soutenir ses États membres, ses acteurs non étatiques et toutes les agences aux niveaux national, régional et continental, qui bénéficient des interventions de renforcement des capacités menées par la Fondation qui met par ailleurs à disposition les compétences techniques nécessaires à la transformation économique.

Pour surmonter cet obstacle, l'ACBF a conçu des façons innovantes de faire des affaires. Malgré cela, la demande de services de l'ACBF reste énorme, en particulier à la lumière des défis induits par le COVID-19 auxquels sont confrontés les pays africains et leurs institutions. Les ressources financières restent un défi en raison de l'insuffisance, l'imprévisibilité et non-durabilité.

L'ACBF continue d'exprimer sa profonde gratitude à ses États membres et à ses partenaires pour leur soutien et les invite à continuer à investir dans leur Fondation. Ce soutien est plus que jamais essentiel, étant donné que la Covid-19 continue d'être une menace pour les progrès accomplis vers la réalisation de l'Agenda 2063.

Prof. Emmanuel NNADOZIE, Secrétaire exécutif, Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique





## LA COORDINATION ET L'ACTION COLLECTIVE SONT LA CLÉ DE LA VICTOIRE SUR LA COVID-19

Un impact durable de la COVID-19 sera ressenti en Afrique, dans tous les domaines sociaux et économiques, y compris la santé, l'éducation, l'industrie, le tourisme, le commerce et l'environnement.

Malheureusement, le continent est confronté à une faible capacité intérieure, à des systèmes fragiles et à un environnement d'aide internationale débordé. Ainsi, une action individuelle de la part des pays africains sera moins efficace pour riposter à la pandémie de la COVID-19 qu'une intervention commune coordonnée et continentale.

L'Union africaine est déjà à l'avant garde dans l'élaboration d'une stratégie continentale commune pour l'Afrique face à l'épidémie de la COVID-19, avec le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) comme organisme chef de file. En raison de la gravité des défis posés par la pandémie, la coordination a été une question majeure lors de la séance de remue-méninges récemment organisée par l'ACBF.

Les participants ont largement convenu que l'ACBF avait un rôle important de coordination à jouer dans la riposte continentale à la pandémie. Le Président du Conseil des Gouverneurs de l'ACBF, le ministre ghanéen des Finances, l'honorable **Ken Ofori ATTA**, s'est appesanti sur cette question en déclarant que l'Afrique doit adopter une approche coordonnée à la fois de la pandémie et de la question de la dette, afin que le travail de l'ACBF conduise à un intérêt personnel éclairé pour l'ensemble du continent.

Il a bénéficié de l'appui du Vice-président du Conseil des Gouverneurs, le ministre camerounais de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du

Territoire, **M. Alamine Ousmane MEY** qui est convaincu que « l'accès apparemment difficile aux médicaments et aux équipements nécessite une approche collective pour le succès du continent dans cette entreprise »

Attirant l'attention sur l'avenir incertain, le Conseiller économique du Président du Nigeria, **M. Adeyemi DIPEOLU (Dr)**, a convenu qu'il existe un besoin sans précédent de renforcement des capacités suite à l'avènement de la COVID 19. Il a invité l'ACBF à adopter six mesures d'intervention, à savoir : la mise en place de structures de planification et de coordination ; le renforcement des capacités des dirigeants communautaires ; la formation des professionnels de la santé afin qu'ils soient en mesure de comprendre la maladie et de la traiter ; la mise en commun des moyens pour acquérir les médicaments et les vaccins afin qu'aucun pays ne soit laissé pour compte en raison de ses moyens financiers limités.

« Nous devons disposer des moyens d'utilisation de la déclaration de Doha pour avoir accès aux médicaments et aux vaccins. Plus que jamais, l'Afrique doit disposer de politiques conçues pour limiter la propagation de la covid-19, des moyens pour limiter sa propagation dans nos communautés, et pour mettre en œuvre de manière efficace les mesures de confinement qui ont été controversées. Ce faisant, on éviterait les troubles sociaux qui pourraient aggraver la situation de bon nombre de nos pays »,

a déclaré M. Dipeolu, qui a appelé à l'adoption de politiques économiques et sociales saines au-delà de la covid-19 et à l'octroi de ressources complémentaires pour assurer l'efficacité, l'utilisation et l'intégration des technologies, afin de relever des défis

similaires à l'avenir. Dans son propos, **M. Godfrey SIMBEYE**, membre du Conseil d'administration de l'ACBF, a souligné la nécessité urgente pour l'Afrique d'harmoniser son approche aux niveaux régional et continental, en indiquant que l'ACBF pourrait assurer la coordination des efforts de lutte contre la pandémie de la COVID-19 au sein des Communautés économiques régionales (CER). L'ACBF doit aussi aller au-delà de la « nouvelle norme mondiale » après la pandémie de la COVID-19, afin de pouvoir mieux préparer les Africains, leurs gouvernements, leurs sociétés, leurs institutions et leurs universités à jouer un rôle positif dans la protection de leurs intérêts », a déclaré M. Simbeye. Ce point de vue a été appuyé par M. Adeyinka ADEYEMI, Conseiller principal à la Division de l'intégration régionale et du commerce de la CEA, qui a exhorté les pays africains à renforcer la coordination en termes d'approche, d'interventions et de logistique.

if countries made individualistic attempts. « La logistique est importante, étant donné que si nous disposions aujourd'hui d'un milliard de doses de vaccins pour couvrir chaque pays africain, nous ne serions pas en mesure de nous les faire livrer ». M. Adeyemi a interpellé les participants à cet effet, en soulignant aussi que « l'ACBF dispose des moyens de développer les capacités nécessaires pour gérer ce genre de cauchemar logistique »

Les participants ont convenu qu'une approche coordonnée des pays africains pour l'achat de médicaments et d'autres équipements médicaux coûterait beaucoup moins chère au continent et permettrait d'améliorer l'accès à ces médicaments et équipements de manière plus efficace que si les pays procédaient à des tentatives individualistes.

## LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT ET LA BADEA CONTINUENT À SOUTENIR L'ACBF

Alors que l'impact de la pandémie de la COVID-19 se fait ressentir sur les capacités de l'ACBF à fonctionner à plein régime, de bonnes nouvelles sont venues de la Banque islamique de développement (BID) et de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Ces deux institutions financières ont réitéré leur détermination à travailler en collaboration avec l'ACBF pour accompagner les pays africains dans la lutte contre la pandémie de coronavirus et ses conséquences.

L'accord de la BID et de la BADEA de continuer à travailler avec l'ACBF pour appuyer les pays africains qui sont aussi des États membres et des bénéficiaires des deux banques, dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19 et les difficultés économiques qui devraient en découler, a été chaleureusement accueilli.

Au moins la moitié des pays africains seraient membres de la BID. Le Coordinateur régional principal de la coopération technique en Afrique, **M. Sameh HUSSEIN**, a déclaré que la Banque avait prévu 2,3 milliards de dollars à allouer sous forme de prêts concessionnels aux pays membres, pour les aider à lutter contre la pandémie de la COVID-19. La Banque a également fait savoir qu'elle était prête à s'associer aux parties prenantes, notamment l'ACBF, dans trois domaines d'action, notamment le renforcement des capacités et la mise en réseau des laboratoires africains pour les équiper de kits essentiels et de matériel consommable, afin de produire des préparations de protocoles révisées par les pairs, et de procéder aux échanges d'expériences pratiques.

« Dans le cadre de sa riposte à la COVID-19, la BID a organisé une

formation en ligne sur la préparation et la réponse à la pandémie à l'intention de 5000 professionnels de la santé africains (couvrant les tests, la recherche des contacts et la gestion des patients). La Banque poursuivra ce le programme de formation pendant les prochains mois et compte sur l'expertise de l'ACBF pour l'exécuter »,

a déclaré M. Hussein.

De même, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) est disposée à continuer à travailler en collaboration avec l'ACBF pour aider ses bénéficiaires africains à lutter contre la pandémie de la COVID-19 et en particulier ses conséquences.

**M. Tshpeylayi KABATA (Dr)**, Conseiller technique au Cabinet du Directeur général de la BADEA, a déclaré que son institution avait rapidement mis en place un Fonds d'urgence de 100 millions de dollars pour aider les pays africains à lutter contre cette crise sanitaire et ses répercussions économiques. Selon M. Kabata (Dr), cette facilité de 100 millions de dollars est prête bien que de nombreux pays aient du mal à préparer leur réponse à la crise sanitaire et à la crise économique. Certains d'entre eux auraient tenté de travailler avec les agences des Nations unies pour préparer leurs propositions, mais il leur reste encore des défis à relever. Certains pays se seraient focalisés uniquement sur la riposte sanitaire, d'autres ont associé les dimensions sanitaire et économique, mais certains qui pensent que rien n'a changé, ont par conséquent négligé la crise sanitaire en faveur de sa dimension économique. « Tout en reconnaissant l'existence de la pandémie, ils estiment que la priorité va à l'économie. Mais nous savons que le

« Tout en reconnaissant l'existence de la pandémie, ils estiment que la priorité va à l'économie. Mais nous savons que le redressement économique ne se fera pas tant que nous n'aurons pas résolu le problème sanitaire. À cet égard, l'ACBF peut jouer un rôle clé maintenant et à l'avenir »,

La BADEA s'est engagée à continuer à travailler en collaboration avec l'ACBF pour aider les pays à présenter des propositions solides de « projets bancables » qui seront financés par la Banque pendant et après la pandémie. Expliquant le fonctionnement de la BADEA, M. Kabata a déclaré que la Banque a quatre priorités essentielles, également connues sous le nom de « piliers ».

« Nous finançons des projets du secteur public, tels que les infrastructures. Nous finançons des projets du secteur privé, y compris le commerce. Nous finançons aussi des projets du secteur agricole, plus particulièrement des chaînes de valeur agricoles, ainsi que les PME. L'ACBF peut aider les pays à préparer des propositions en faveur des PME. La Fondation peut jouer un rôle important en permettant à ces pays de produire réellement des propositions et des projets solides qui peuvent aider leurs PME à se remettre de la crise sanitaire »

**Le professeur Emmanuel NNADOZIE**, Secrétaire exécutif de l'ACBF, a adressé ses remerciements aux deux institutions bancaires en promettant que l'ACBF était déterminée à jouer son rôle dans les domaines mis en évidence. « Permettez-moi de vous assurer que ce partenariat sera encore plus solide maintenant en situation d'urgence », a déclaré le Secrétaire exécutif.

## L'AFRIQUE POURRAIT AVOIR À REMETTRE EN QUESTION L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE ET COMMERCIALE MONDIALE

Certaines des contributions les plus intéressantes à la session de réflexion organisée par l'ACBF sont venues des dirigeants du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'administration de l'ACBF.

La principale raison de l'organisation de cette session de remue-méninges était d'identifier les domaines prioritaires en matière de renforcement des capacités, les partenariats et les mécanismes institutionnels nécessaires pour répondre efficacement aux défis de la COVID-19 et de l'après COVID-19.

Dans son propos, **M. Ken Ofori ATTA**, Président du Conseil des Gouverneurs de l'ACBF et ministre ghanéen des Finances, s'est appesanti sur l'impact de la pandémie sur les économies africaines et a révélé qu'en mai 2020, le PIB africain avait déjà enregistré une baisse d'au moins 15 % en raison du Coronavirus.

« Avec la baisse du cours du pétrole à 27 dollars le baril, certains de nos grands pays frères éprouvent actuellement de sérieuses difficultés », a déclaré l'honorable ministre. «

Le Ghana a perdu plus d'un milliard de dollars de recettes pétrolières jusqu'à présent. Nous avons également enregistré une baisse

générale des investissements directs étrangers (IDE) et des transferts de fonds, qui sont des importantes composantes de notre économie», a déclaré le ministre Ofori Atta.

The Chair of the Board of Governors expressed concern about the effects of lengthy lockdowns in Africa, stressing that most people on the Continent are in the informal sector where confining them bears a huge negative impact on their income and livelihoods.

Certains secteurs, comme le tourisme, ont aussi été durement touchés par l'impact de la pandémie. Selon l'honorable Ofori Atta, le taux d'occupation des hôtels au Ghana est passé de près de 70 % à environ 2 %. En conséquence, dix grands hôtels du pays ont été confrontés à la réalité de l'incapacité à verser les salaires de leurs employés à partir du mois de juin. Ce qui signifie qu'au moins 4 000 à 5 000 employés du secteur hôtelier seront licenciés et n'auront pas droit aux indemnités de chômage. Le Président du Conseil des Gouverneurs s'est dit préoccupé par les effets de la longue période de confinement en Afrique, soulignant que la plupart des

Africains sont dans le secteur informel et le confinement a un impact négatif énorme sur leurs revenus et leurs moyens de subsistance. Certains pays avaient déjà été le théâtre des émeutes liées au confinement. Selon les informations, ces émeutes étaient l'expression d'une colère refoulée chez des personnes qui étaient restées longtemps confinées à la maison, attendant impatiemment de retourner au travail.

Selon l'Honorable Ofori Atta, le problème

« c'est l'expansion du marché informel et la difficulté à porter une quelconque assistance, ainsi qu'à le formaliser afin qu'il soit plus productif et contribue à l'assiette fiscale ».

Nous devons conclure un accord avec la Banque mondiale pour une véritable numérisation continentale qui nous aidera énormément en tant que nouvelle plate-forme pour l'avenir. »

Abordant la question de la dette induite par l'impact de la pandémie de la COVID-19, le Président du Conseil des Gouverneurs a déclaré que l'ensemble de l'architecture financière et commerciale mondiale devrait peut-être faire l'objet d'examen, compte tenu notamment de l'émergence de nouveaux acteurs de poids.

Il a souligné l'importance du rôle de l'ACBF dans la recherche relative à l'allègement et la remise de la dette, la numérisation et la technologie et la création d'un mécanisme d'évaluation par les pairs entre les pays africains, permettant d'apprendre et de documenter les expériences.

L'honorable Ofori-Atta a réitéré la nécessité d'une approche africaine coordonnée à la fois sur la question de la dette et sur la pandémie, afin que le travail de l'ACBF conduise à un intérêt personnel éclairé pour l'ensemble du continent. « Elle devrait faire partie de la réflexion, en même temps que les stratégies permettant aux populations de se rendre compte qu'une approche coordonnée est meilleure pour le continent à moyen et long terme », a-t-il conclu.

## L'AFRIQUE DOIT AMÉLIORER SES SYSTÈMES DE PRESTATIONS DES SOINS DE SANTÉ!



Image tirée de <http://www.healthnews.co.ug/>

La pandémie de la COVID-19 fait toujours des ravages en Afrique et oblige les gouvernements africains à réfléchir et à s'inquiéter de la capacité de leurs systèmes et structures de santé - dont beaucoup sont faibles - pour relever les défis posés par la pandémie.

Le Vice-président du Conseil d'administration de l'ACBF et ministre camerounais de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, **M. Alamine Ousmane MEY**, a pris la parole lors de la session de réflexion de haut niveau organisée par l'ACBF, sur la manière dont l'Afrique doit tirer parti de sa pharmacopée locale, ainsi que d'autres solutions potentielles abondantes sur le continent.

Il a aussi parlé de la nécessité pour l'Afrique de disposer d'un mécanisme solide de surveillance et de suivi des maladies afin que des données soient disponibles non seulement sur la crise actuelle mais aussi sur les catastrophes futures. Il a aussi parlé de la nécessité pour l'Afrique de disposer d'un mécanisme solide de surveillance et de suivi des maladies afin que

des données soient disponibles non seulement sur la crise actuelle mais aussi sur les catastrophes futures.

En ce qui concerne l'économie africaine, le Vice-président a posé quelques questions rhétoriques pertinentes, telles que « Comment relever les défis économiques et sociaux dans un environnement caractérisé par une marge de manœuvre budgétaire très étroite ? Nous avons besoin de nouvelles liquidités, et par conséquent toute stratégie continentale qui pourrait nous permettre d'être forts, engagés et soudés, et de bénéficier de la contribution des partenaires internationaux est certainement importante. »

Il a invité l'Afrique à profiter des espaces fiscaux qui vont se libérer pour relever les défis et combler les lacunes des systèmes et des infrastructures de santé, et pour réfléchir sur les mesures qui renforceront les PME et protégeront les groupes vulnérables et les pauvres de la société.

Le ministre a souligné que le redressement post-COVID-19 ; -la nouvelle norme- nécessitera des ressources humaines adéquates, de bonnes infrastructures et de

solides capacités organisationnelles.

« C'est dans ce cadre que l'ACBF sera le plus utile », a-t-il déclaré, ajoutant que la Fondation avait joué un rôle essentiel dans le renforcement de la base de ressources humaines en Afrique par le passé. Il a déclaré que le continent compte sur l'ACBF pour élaborer des stratégies visant à trouver les voies et moyens de résoudre le problème de la dette et de mobiliser les ressources financières dont il a tant besoin.

« Le Continent devra travailler en solidarité et devenir coopératif. Nous devons nous unir. L'accès aux médicaments et aux équipements sera difficile si nous nous y prenons individuellement. Nous devons aussi trouver les solutions idoines pour le secteur informel. La majeure partie de nos populations exerce dans ce secteur. Nous devons trouver une solution à ce secteur et l'ACBF peut nous y être utile »,

a conclu le Vice-président.



## EXTRAITS DES PROPOS DE NOS PARTENAIRES



**Michael PLUMMER (Dr)**  
 Directeur de John Hopkins University, Italie, et professeur Eni d'économie internationale:

Si Personne ne sait combien de temps durera la crise de la COVID, nous savons que nous continuerons à avoir des urgences sanitaires à l'avenir, nous devons donc être préparés. Avec nos partenaires, nous devons accorder la priorité aux investissements dans les soins de santé et les filets de sécurité sociale. L'ACBF doit bénéficier du soutien nécessaire pour mener une étude sur les meilleures pratiques et mettre en place un réseau de coopération entre les scientifiques, les sociétés civiles et les travailleurs. Il est important de se préparer au monde post-COVID en termes de commerce et d'expertise. Les pays africains doivent faire preuve d'audace et fermer la porte au protectionnisme.



**M. Yao GRAHAM (Dr)**  
 Coordonateur, Third World Network-Afrique:

La situation d'urgence provoquée par la COVID-19 a mis en évidence toutes les lacunes connues de longue date du système sanitaire africain. La réponse d'urgence à cette pandémie doit nous servir de propulseur pour avancer rapidement et ouvrir de nouvelles perspectives sur le programme de transformation de l'Afrique. L'ACBF doit bénéficier des sources de financement locales et internationales. L'intervention d'urgence à laquelle nous assistons en ce moment doit aussi inciter les Africains, en particulier leurs gouvernements et leurs institutions, à s'engager à financer l'ACBF. Alors que nous parlons de nos capacités à nous approprier les politiques, les ressources qui permettront de les mettre en œuvre doivent être disponibles, et l'ACBF en fait clairement partie.



**M. Arthur MINSAT**  
 Chef d'unité Afrique et Moyen-Orient, et économiste principal à l'OCDE:

La COVID-19 a mis en évidence les problèmes structurels auxquels est confronté le continent et dont la solution peut provenir de l'ACBF. Environ 82% des Africains ne bénéficient pas de la protection sociale. Il s'agit là des domaines où le renforcement des capacités est nécessaire et l'ACBF est très bien placée pour le faire, en raison de la nature multisectorielle de ses activités. Compte tenu de la transformation des économies en cours sur le continent et qui se poursuivra dans les décennies à venir, un grand besoin de renforcer l'expertise africaine se fait ressentir. L'OCDE travaille en collaboration avec l'ACBF et l'Union africaine sur une nouvelle donne en matière de numérisation. Il est donc possible de continuer à développer les capacités en matière de commerce et de technologie numériques, en particulier dans les zones rurales où le fossé est le plus profond et le plus flagrant, et à accroître la productivité des PME qui créent le plus d'emplois dans le secteur informel.



## KNOWLEDGE HUB

Visitez notre bibliothèque électronique pour télécharger le rapport sur les capacités en Afrique et d'autres publications de l'ACBF.



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

Agence spécialisée de l'Union africaine



# RAPPORT SUR LES CAPACITÉS EN AFRIQUE 2019

Encourager le leadership transformateur pour le développement de l'Afrique

Préface de S.E. Paul Kagame



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development / Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

